

III - LES REGIMES D'ACCUMULATION DE LA FRANCE D'APRES-GUERRE

Nous allons étudier successivement les dimensions sectionnelles, sectorielles et internationales du développement français de 1950-1974, c'est-à-dire de l'achèvement de la reconstruction à l'ouverture de la crise, en réservant pour les comparaisons internationales les quelques éléments dont nous disposons sur la période de crise.

1 - Analyse sectionnelle

L'outil de base est le travail de H. Bertrand (18), dont certains choix techniques peuvent être contestés, mais qui offre une vision extrêmement suggestive des régimes d'accumulation qu'a connus la France durant cette période.

L'idée de fond est la suivante. A partir de tableaux d'échanges inter-industriels, il est facile de construire 4 « petites sections » en découpant les branches, puis en agrégeant les parts par destination des produits :

s_1 : formation brute de capital fixe

s_1 : consommations intermédiaires

s_2 : consommations finales

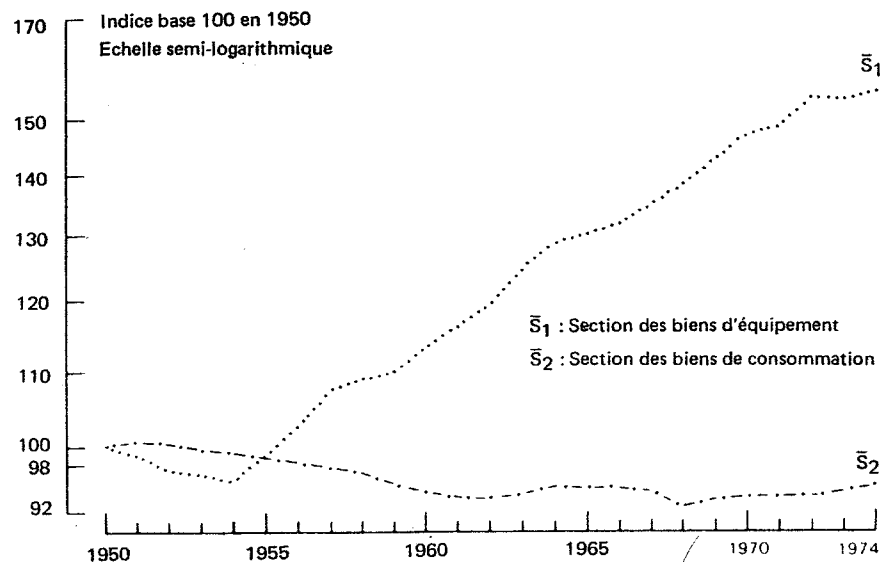
s_3 : exportations.

(les « branches commerces » et les dépenses publiques étant convenablement réaffectées).

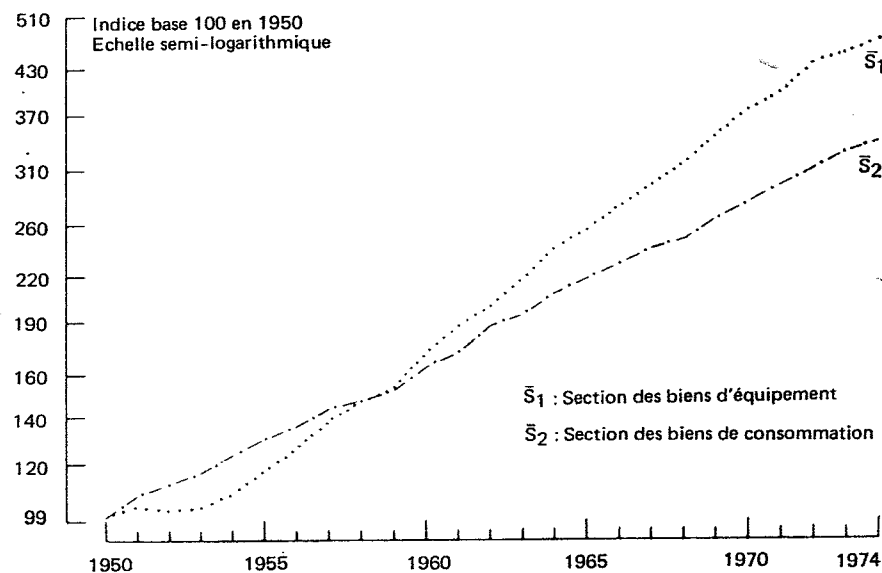
Si les « petites sections » s_1 et s_2 font manifestement partie des sections théoriques I et II, la section s_1 , qui théoriquement fait partie de la section I, n'a pas ici grande signification : son importance ne dépend en fait que du niveau d'agrégation entre branches. H. Bertrand la disperse donc entre les trois autres sections selon la part des destinations (« équipement », « consommation finale » et « exportation ») des produits des branches consommatrices de ces biens intermédiaires : on obtient ainsi les « grandes sections » S_1 , S_2 , S_3 (19).

Enfin, du point de vue de l'accumulation, les exportations servent essentiellement à payer les importations : la valeur représentée par ces exportations correspond aux valeurs d'usage, dans la reproduction, contenues dans les importations. Pour compléter le schéma du régime d'accumulation, il suffit de réaffecter la grande section S_3 entre les deux autres, au prorata du contenu sectionnel des importations. On obtient ainsi les « sections fermées » S_1 et S_2 qui correspondent au schéma d'une économie fermée obéissant au même régime d'accumulation que la France. Il suffit alors d'admettre l'homogénéité des autres caractéristiques des branches (effectifs, etc.) pour construire par projection les caractéristiques des sections ainsi construites. On peut ainsi construire les séries d'effectifs, de capital, etc.) pour les sections et sous-sections.

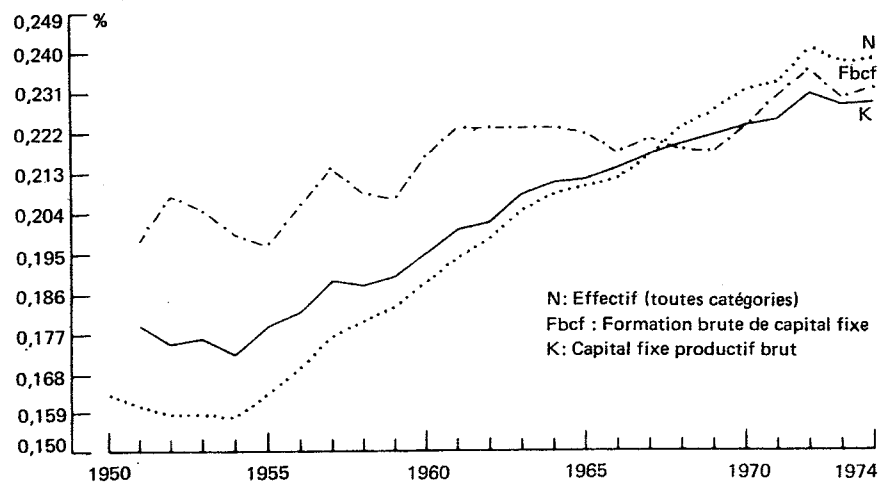
Graphique 1
EFFECTIF PAR GRANDES SECTIONS



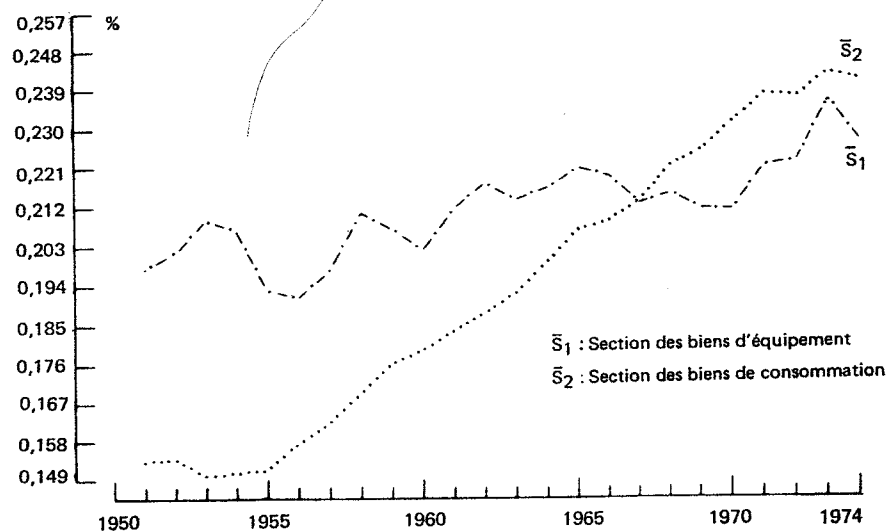
Graphique 2
VALEUR AJOUTEE A PRIX CONSTANTS PAR GRANDE SECTION



Graphique 3
PART RELATIVE DE LA SECTION S_1 DANS LES EFFECTIFS, L'INVESTISSEMENT,
LE CAPITAL FIXE PRODUCTIF D'ENSEMBLE



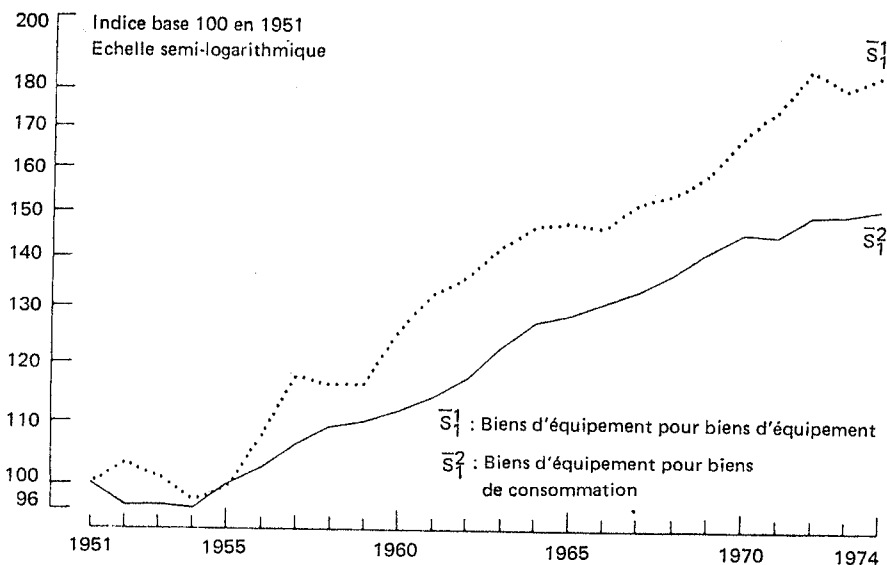
Graphique 4
« COMPOSITION-TRAVAIL » (TRAVAIL VIVANT INDIRECT/TRAVAIL VIVANT DIRECT),
CORRIGEE DE L'ACCUMULATION NETTE, PAR GRANDES SECTIONS



Un simple coup d'œil sur les graphiques 1 et 2 fait apparaître ce résultat saisissant : après 1954 (qui correspond à la fin de la reconstruction) se met en place un régime d'accumulation où, en volume, la production triple en 20 ans dans les deux sections (quoique encore plus vite dans la section I), mais les seuls emplois créés le sont dans la section I. Les graphiques 3 et 4 explicitent ce régime : de 1955 à 1970, alors que la composition de capital reste relativement stable dans la section I (20), elle croît brutalement dans la section II, qui dépasse la section I en 1967. Après 1970, les rythmes de croissance de la composition du capital dans les deux sections s'égalisent.

Autrement dit, l'accumulation ne prend pleinement en France qu'après 1970 des allures de « régime d'âge d'or ». Ce régime est précédé, de 1955 à 1968, par un immense processus de transformation de la section II par la section I. Cette transformation, que l'on peut appeler « régime transitoire », traduit l'invasion de la section des biens de consommation par la grande industrie, en particulier sous la forme fordiste. L'équipement de cette section II permet d'énormes gains de productivité, plus rapides bien sûr que dans la section I qui se transforme moins vite : S_1 passe, entre 1950 et 1972, de 16 à 24 % des effectifs, alors que la part dans le volume de la production passe de 18 à 24 %. Les gains de productivité de la section II (qui encore une fois permettent de tripler la production sans augmentation d'effectif) trouvent leur débouché dans la croissance de la norme de consommation : c'est l'aspect « schéma d'or » de l'ensemble de la période.

Graphique 5
EFFECTIF DE \bar{S}_1 ET \bar{S}_2

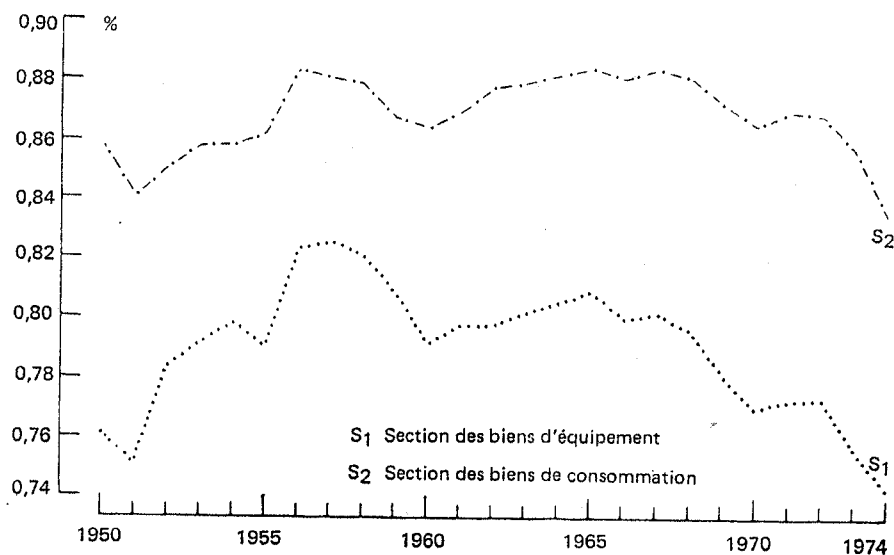


Mais il existe aussi un autre aspect, qui résulte de la lente croissance de la composition du capital dans la section I, de 1955 à 1974 (voir le graphique 4) : la section I doit consacrer une part croissante de ses effectifs à son propre équipement (graphique 5). Ainsi, tant dans la section I que dans la section II, la part du travail indirect, antérieurement matérialisée dans les moyens de production, le « détour de production », si l'on veut, ne cesse de croître. Ce résultat rejoint celui, plus connu quoique contesté (21), de la « baisse de l'efficacité du capital fixe »

(graphique 6) qui, selon la Fresque historique du système productif (22) a commencé à décroître en 1964. Même s'il ne faut pas chercher à déduire mécaniquement la crise de ce phénomène, qui se répète dans l'ensemble des pays de l'OCDE (23), il est clair qu'il faut chercher là la cause fondamentale de l'enrayement de l'accumulation intensive fondée sur le fordisme. Les gains de productivité apparente du travail ne compensent plus l'alourdissement du capital, d'où une tendance à la baisse du taux de profit, que les entreprises cherchent à compenser par le maintien de la valeur nominale de leurs actifs et de leur taux de marge : maintien artificiel qui se résout en inflation (24).

Graphique 6

PRODUCTIVITE APPARENTE DU CAPITAL FIXE PAR GRANDES SECTIONS



2 - Dimension sectorielle

Nous venons de voir qu'avec le régime central d'accumulation de l'après-guerre, c'est le contenu même de la « production de biens de consommation » qui est principalement changé. Cela se traduit d'une part par la transformation même du contenu de la consommation, d'autre part par un déplacement du poids des effectifs occupés vers la fabrication de « machines à fabriquer des biens de consommation ».

Le tableau 1 montre la mutation de la structure sectorielle qui en résulte : effondrement de l'agriculture et des biens de consommation traditionnels, explosion des industries d'équipement, mais aussi du bâtiment (et bien entendu des services « hors champs »).

Pour saisir la cohérence de cette révolution intersectorielle, il peut être bon, pour une fois, de partir de la consommation (25).

Tableau 1

EVOLUTION DE L'EMPLOI EN ONZE BRANCHES (1952-1972)

	En milliers			En %	
	1952	1972	De 1952 à 1972	1952	1972
1. Agriculture	5 201,0	2 505,0	— 2 696,0	31,4	14,5
2. Industries agricoles et alimentaires	646,1	648,3	2,2	3,9	3,8
3. Energie	411,9	337,4	— 74,5	2,5	2,0
4. Industries intermédiaires	811,7	942,6	130,9	4,9	5,5
5. Industries d'équipement	1 553,2	2 364,9	811,7	9,4	13,7
6. Industries de consommation	2 271,2	1 855,8	— 415,4	13,7	10,8
7. Service du logement	62,1	82,5	20,4	0,4	0,5
8. Transports et télécommunications	935,5	1 106,0	170,5	5,7	6,4
9. Bâtiment et travaux publics	1 220,4	2 035,5	815,1	7,4	11,8
10. Services	1 771,0	2 914,5	1 143,5	10,7	16,9
11. Commerces	1 657,3	2 424,9	767,6	10,0	14,1
Ensemble des branches	16 541,4	17 217,4	676,0	100	100

Note : La population active intérieure occupée comprend la population active des branches ici présentée et la population active dite hors branches (administrations, institutions financières et salariés des ménages), respectivement 2 792, 429 et 479 milliers de personnes en 1972, au total 20 917 000 personnes en 1972.

Source : INSEE : Fresque historique du système productif (1974).

Dans le budget des ménages, de 1959 à 1974, la part des « biens durables » passe de 7,7 à 9,4 %. La part des biens alimentaires passe de 37,3 à 25,9 %, celle des « services » de 25,3 à 34,2 %. Mais, dans le langage des comptes de la nation, les « services » comprennent le coût logement, qui passe de 5,8 à 10,3 %, et la santé (de 4,9 à 8,4 %).

Mais ces données en valeur sont loin de refléter la profonde transformation de la composition de la consommation en volume, y compris pour les ouvriers.

Et ici il faut soigneusement distinguer les secteurs à « logique endogène » des secteurs à « logique exogène ».

Dans le premier cas, qui concerne essentiellement les produits manufacturés, c'est à une véritable explosion que l'on assiste. Le mode de vie des salariés se trouve pour la première fois massivement transformé par la production capitaliste elle-même. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'essentiel des dépenses ouvrières s'adressait à la petite production marchande et à la rente mobilière. De 1856 à 1936, la part des dépenses alimentaires est restée comprise entre 70 et 60 %. En 1956, elle sera de 50 % et en 1969 de 40 %. De 1956 à 1969, la croissance en volume de la consommation alimentaire des ouvriers de l'industrie est multipliée par 1,2, alors que la consommation non alimentaire est multipliée par 1,8. Plus concrètement, la transformation de la norme de consommation ouvrière peut être repérée dans le taux d'équipement des ménages ouvriers. De 1954 à 1975, il passe :

- pour les automobiles : de 8 % à 73 % ;
- pour les téléviseurs : de 1 % à 87 % ;
- pour les réfrigérateurs : de 3 % à 91 % ;
- pour les machines à laver : de 8,5 % à 77 % :

Mais ces bouleversements ne provoquent qu'un déplacement minime de la part des dépenses en biens durables. C'est que l'on constate une liaison fortement négative entre la hausse des prix (qui traduit de faibles

gains de productivité) et la hausse du volume de la consommation : la consommation des téléviseurs a augmenté annuellement de 18 % alors que les prix chutaient de 3 %, celle de l'ensemble des « biens durables » (automobiles, électro-ménager, mobilier...) de + 10 % alors que les prix augmentaient de + 2 % l'an, etc.

Dans le cas des biens « fordistes », on constate donc une liaison insoluble entre hausse des débouchés et hausse de la productivité, en sorte que la société consacre une part constante ou peu croissante de son revenu à ce mode de consommation explosif.

Au contraire, nous avons vu que la part du logement dans les dépenses des ménages doublait dans le même temps. C'est que l'extension de la consommation de logement, loin de correspondre à une brutale baisse de la valeur des logements, s'accomplit malgré une relative stagnation de la productivité. Il suffit de comparer les graphiques 7 et 8 correspondant au bâtiment et aux industries d'équipement pour constater la différence : alors que dans le premier cas la productivité apparente du travail ne parvient pas à doubler sur la période 1950-1972, dans le second elle triple exactement. Mais le plus grave est que le gain en productivité du travail (Q/N) est loin de compenser, dans le cas du bâtiment, la hausse du capital fixe par tête (K/N), encore plus rapide que dans les biens d'équipement : de telle sorte que l'efficacité du capital décroît, dans le bâtiment, dès le début des années 60.

La croissance du bâtiment, d'ailleurs inférieure en volume sinon en effectifs, à celle de l'industrie pendant toute cette période, et tendant à s'essouffler (stagnation en effectif, ralentissement en volume) dès la fin du « régime transitoire », en 1968, alors que les industries d'équipement accélèrent leur course (graphiques 9 et 10), obéit donc à une logique doublement exogène :

— la reconstruction, puis l'urbanisation forcée accompagnant l'effondrement de la part rurale de l'économie ;

— la normalisation étatique d'un « logement social moyen », pivot de la vie sociale et de la structuration de toutes les consommations, y compris en biens manufacturés, et de ce fait subventionnée par un transfert massif du pouvoir d'achat social, tel qu'il a été rendu possible par les gains de productivité dans les autres secteurs (26).

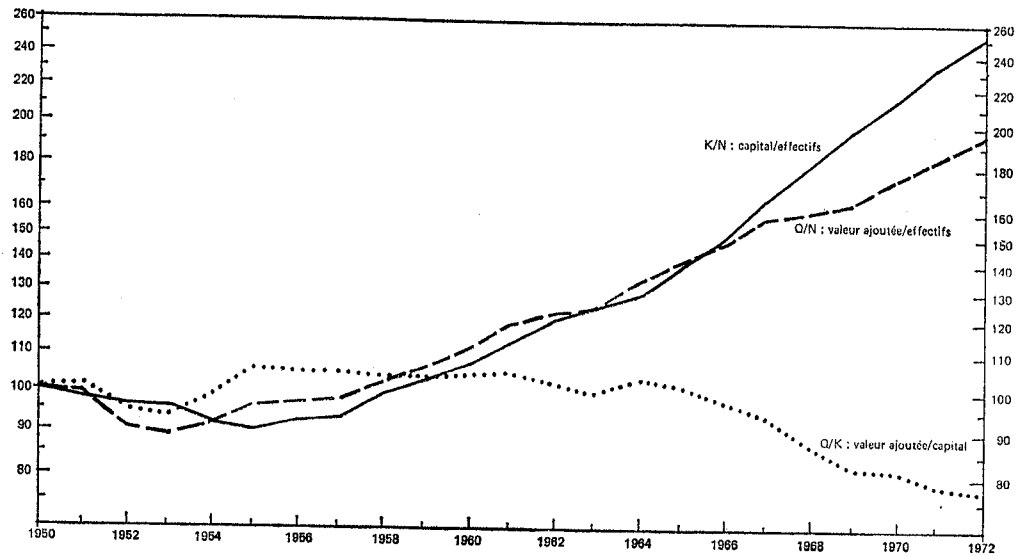
La différence entre les deux logiques qui vient d'être évoquée peut être mise en évidence empiriquement grâce à un outil statistique : les relations de Kaldor (27). Il s'agit de porter en abscisse le taux de croissance de la production Q et en ordonnée le taux de croissance de la production P (il s'agit toujours de la productivité apparente du travail), taux lissés par la prise en compte de moyennes. Si l'on considère, pour six pays de la Communauté européenne (RFA, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni), et pour deux périodes antérieures à la crise (1960-1967 et 1967-1973) les points représentatifs, on les trouve répartis sur des droites selon les relations suivantes, pour le bâtiment et travaux publics d'une part, l'industrie proprement dite de l'autre (27) :

$$I : P = 0,82 Q + 0,7 \quad (R^2 = 0,85)$$

$$BTP : P = 0,32 Q + 1,32 \quad (R^2 = 0,43)$$

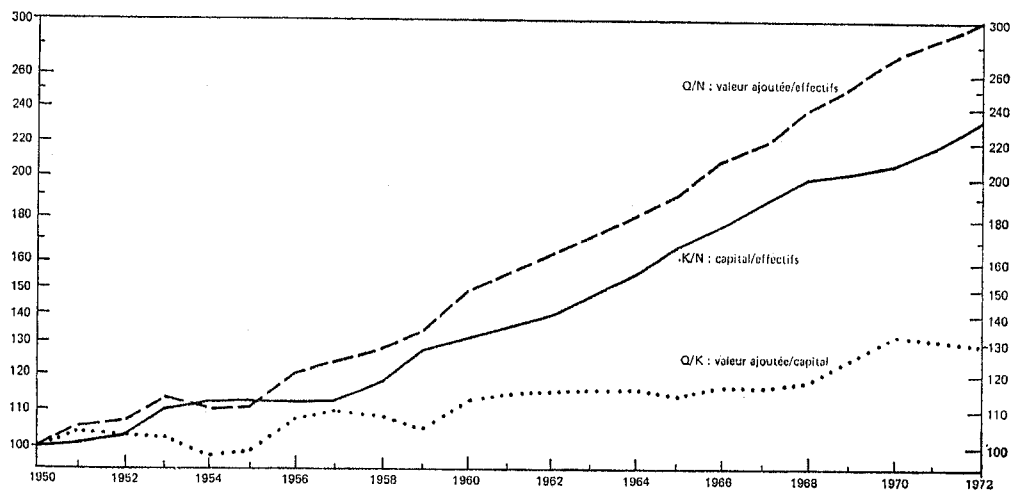
Nous verrons les modifications introduites par la crise dans ces relations. Contentons-nous de vérifier, d'une part une linéarité bien corrélée entre P et Q, avec une forte élasticité et un terme constant non significatif, en ce qui concerne l'industrie, et d'autre part une faible corrélation, une faible élasticité, un fort terme autonome, dans le cas du bâtiment. Quelle que soit l'interprétation donnée à la « loi de Kaldor », sa validité pour l'industrie stricto sensu s'oppose à son invalidité pour le bâtiment.

Graphique 7
PRODUCTIVITES APPARENTES, BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS



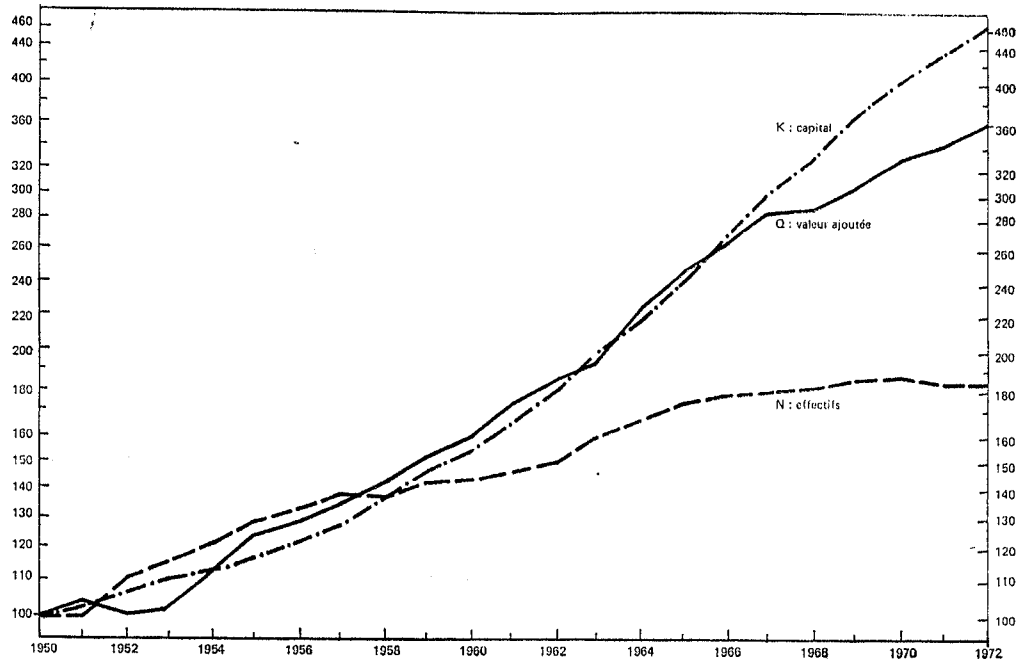
Source : INSEE : Fresque historique du système productif (1974).

Graphique 8
PRODUCTIVITES APPARENTES, INDUSTRIES D'EQUIPEMENT



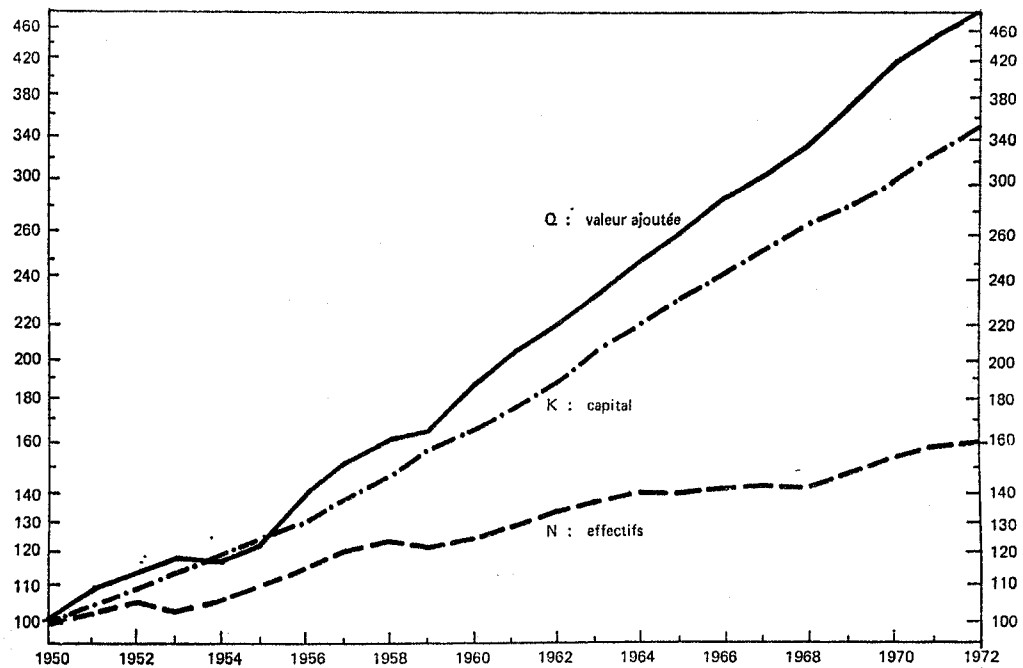
Source : INSEE. Op. cit.

Graphique 9
CROISSANCE. BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS



Source : INSEE. Op. cit.

Graphique 10
CROISSANCE. INDUSTRIES D'EQUIPEMENT



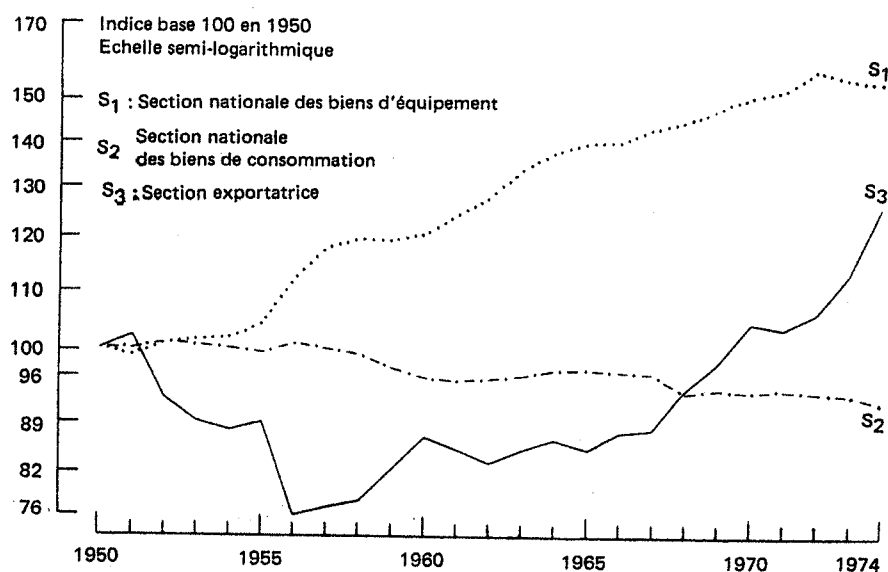
Source : INSEE. Op. cit.

3 - Dimension internationale

L'artifice de « fermeture » des sections nous a permis jusqu'ici d'étudier l'économie française comme le modèle réduit du régime d'accumulation internationalisé dans lequel elle baigne. Nous allons maintenant, en supprimant cet artifice, donc en explicitant la part des importations et des exportations, prendre la mesure des deux coordonnées de l'internationalisation de l'accumulation : le taux d'ouverture et la localisation sectionnelle. C'est ce que permettent les graphiques 11 et 12.

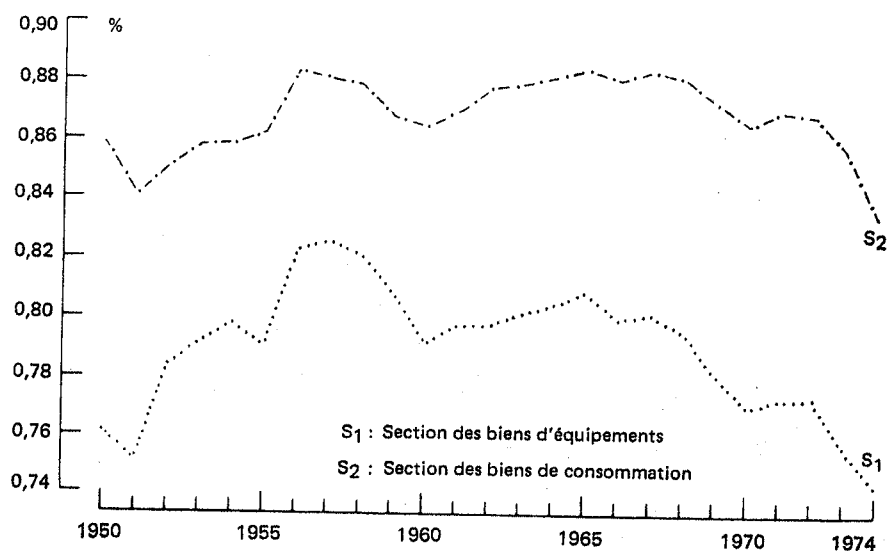
Graphique 11

EFFECTIF DES GRANDES SECTIONS « NATIONALES »



Graphique 12

TAUX DE COUVERTURE APPARENT DU MARCHÉ INTERIEUR PAR GRANDES SECTIONS



Le premier décompose la production en trois « sections nationales », dont une exportatrice (S_3). Le second présente les « taux de couverture apparents du marché intérieur » pour S_1 et S_2 (c'est-à-dire la part des emplois intérieurs effectivement couverts par la production intérieure).

Quant au degré d'ouverture, les deux graphiques font bien apparaître trois périodes :

- une « reconquête » du marché intérieur jusqu'en 1957 : la France se reconstruit autour d'elle-même ;
- un choc avec l'entrée dans le Marché commun, qui se résorbe jusqu'en 1967 ;
- une internationalisation rapide à partir de 1967.

Remarquons que cette ouverture de 1967 n'inverse pas les résultats des sections « fermées » : S_1 et S_2 conservent en gros (mais affaiblies) les caractéristiques de S_1 S_2 . On peut dire que le tournant de 1968 marque à la fois l'entrée de la France dans le régime théorique d'accumulation intensive, et son entrée pratique dans l'accumulation intensive européenne. Il semble que le V^e Plan ait permis à la fois de différer l'extension de la consommation finale (à la suite du plan Debré-Giscard de 1963) et de préparer l'appareil productif à sa double explosion : vers le marché intérieur (grâce aux accords de Grenelle) et vers les marchés extérieurs (grâce à la fois aux gains de productivité ainsi obtenus et à la dévaluation de 1969).

En regardant les choses de plus près, on peut même dire qu'à partir de cette date, c'est « l'extérieur » qui joue pratiquement le rôle dévolu à l'extension des débouchés de S_2 dans le schéma théorique. En 7 ans, de 1967 à 1974, les effectifs de S_2 perdent 510 000 personnes, ceux de S_1 en gagnent 235 000, et ceux de S_3 (qui étaient au niveau de 1954) en gagnent 921 000 (voir tableau 2). Mais, en fait, les gains de S_1 ne sont que des gains indirects des activités d'exportation : si on décompose S_1 en sous-sections par destinations (S_1^1 vers S_1 , S_1^2 vers S_2 , S_1^3 vers S_3), on s'aperçoit que les gains en effectifs sont presque entièrement imputables à S_1^3 (graphique 13). Cependant, en valeurs absolues, les effectifs de S_1^3 restent le triple de ceux de S_1^1 ou de S_1^2 .

Graphique 13

EFFECTIFS (NIVEAU RELATIF) DANS S_1^1 S_2^1 S_3^1

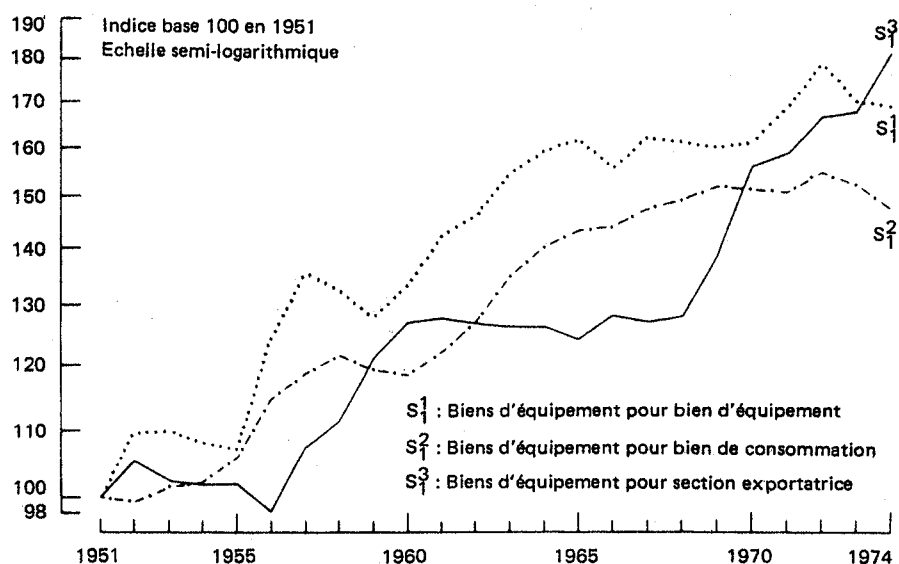


Tableau 2
EFFECTIFS ABSOLUS DANS LES « SECTIONS NATIONALES »
(en milliers)

	1967		1974		(pourcentage)
					1974-1967
S ₁	2 901	(17,5)	3 136	(18)	+ 235
S ₂	11 087	(66,6)	10 577	(0,61)	— 510
S ₃	2 661	(16)	3 583	(20,7)	+ 921

Source : H. Bertrand, op. cit.

Voyons maintenant ce qu'il en est de la « localisation sectionnelle » de cette internationalisation, c'est-à-dire de la question : où, dans le schéma d'accumulation international, tend à se spécialiser l'appareil productif français ?

La réponse saute aux yeux dès la lecture du graphique 12 : si le système productif français couvre encore 84 % de la consommation finale française en 1974, il ne couvre plus que 74 % de la demande en biens de production (contre 82 % lors de l'ouverture du Marché commun). Mais on peut préciser, en descendant au niveau des sous-sections : le taux de couverture tombe à 61 % pour S₂, à 52 % pour S₁ (contre 65 % en 1957). Autrement dit, la moitié de la valeur du capital fixe nécessaire à la production de biens de production est, en 1974, importée. Comme cette valeur comprend celle incorporée par les activités du bâtiment, génie civil, transport, commerce, toutes activités restant en général nationales, on mesure que ce qui reste, « les machines à fabriquer les machines », qui sont essentiellement des machines-outils, soit le cœur du système productif, la clé de la maîtrise des normes de production, échappe largement à l'ensemble productif français. Ainsi, la logique de l'accumulation intensive (il faut que la consommation s'accroisse pour que les gains de productivité se réalisent), que régulaient la politique « keynésienne », se trouve petit à petit contrecarrée par la logique de l'industrialisation subordonnée, extravertie. C'est là l'explication de l'anormale « propension à importer » de la France, où chaque poussée de croissance vient buter sur la contrainte extérieure. Puisqu'il faut acheter ailleurs plus du quart des conditions de la production et un cinquième des biens de consommation, alors il faut exporter pour obtenir les devises correspondantes. Pour exporter, il faut soit fournir des biens indispensables, tels les biens d'équipement les plus centraux, ceux qui déterminent les normes de production les plus performantes — c'est le fait de la République fédérale allemande — soit offrir des biens plus banaux, mais à plus bas prix que les concurrents. L'extraversion subie par la France dès avant 1974 la condamne plutôt à la seconde solution.

Mais cette solution implique, pour les branches exportatrices, soit de plus forts gains de productivité, soit de plus faibles progressions de salaires que dans les économies concurrentes. Or, ces deux impératifs sont, à l'intérieur d'un régime cohérent d'accumulation intensive, assez contradictoires : la stagnation des salaires bloquant les débouchés internes, donc la productivité.

Une politique d'exportation qui n'est pas fondée sur les secteurs « centraux » (ceux qui produisent pour S₁) risque donc d'être menacée par des industries résolument « périphériques », comme celle de la Corée (29) travaillant selon les mêmes normes de production, mais avec des salaires horaires 11 fois inférieurs !

Incapable d'être l'Allemagne, et peu désireuse d'être la Corée, la France se trouve donc en 1974, face à la crise générale du régime d'accumulation intensive aggravée par l'ampleur et la nature de son type d'internationalisation, dans une situation dangereuse. Du côté de ses exportations, elle se retrouve spécialisée dans les industries les plus capitalistiques (30), et pas spécialement les plus expansives sur le marché mondial. Et cela, qu'il s'agisse des industries « fordistes » (l'automobile, et pas la machine-outil) ou les industries de process (la chimie lourde, et pas la chimie fine) (31). C'est là la trace sectorielle de sa localisation sectorielle : elle fabrique de plus en plus avec les moyens de production perfectionnés produits ailleurs, elle fabrique de moins en moins ces outils avec l'intelligence et la qualification de ses producteurs (32). Or, ces secteurs lourds sont, du fait de leur lourdeur, les plus difficiles à rentabiliser, et, du fait de leur banalisabilité, les plus exposés à la concurrence.

Telle est la situation en 1974. Inutile de préciser que dans ces conditions le « choc pétrolier » n'a pu agir que comme un révélateur : si la France est dépendante, si elle est contrainte à exporter selon des normes fixées ailleurs, ce n'est pas seulement par faute de matières premières (elle ne valorise guère ses matières premières agricoles). C'est qu'elle s'est laissée « extravertir » (relativement, bien entendu). Ainsi, la croissance de son déficit pétrolier, de 1972 à 1977 (21 milliards de francs) restera du même ordre que celle de son déficit par rapport aux pays industrialisés (19 milliards), pour l'essentiel dû aux biens d'équipement professionnels (16,5 milliards) (33).

Il importe donc à présent d'étudier pour lui-même le problème du commerce extérieur des pays industrialisés, avant de faire un retour comparatif sur l'impact global et sectoriel (notamment sur l'emploi) des « efforts de redéploiement » opérés dans la crise.